

Seurot, François. *Inflation et emploi dans les pays socialistes*.
Paris, Presses Universitaires de France, 1983, 223 p.

François Cadieux

Volume 15, Number 2, 1984

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701681ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701681ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Cadieux, F. (1984). Review of [Seurot, François. *Inflation et emploi dans les pays socialistes*. Paris, Presses Universitaires de France, 1983, 223 p.] *Études internationales*, 15(2), 444–446. <https://doi.org/10.7202/701681ar>

en se plongeant dans des querelles sans issue, l'Allemagne et l'URSS se disputaient l'ensemble de la région. Ballotées entre l'être et le devoir être, hélas, le plus souvent, elles n'avaient même pas le privilège de choisir leur dépendance effective. De la réflexion de Marx sur les problèmes nationaux jusqu'au printemps de Prague, l'histoire politique de l'Europe centrale et orientale nous oblige à rendre hommage à Hodza. Il avait prévu avec une clairvoyance certaine que l'avenir de ces nations est un problème global. L'établissement de l'État tchécoslovaque en 1918, dominé en grande partie par les Tchèques, provoque des changements dans les rapports entre Tchèques et Slovaques.

À travers son étude, consacrée au Parti Populaire Slovaque, en tant que parti d'opposition entre 1918-1938, S.J. Kirschbaum met en relief des problèmes nationaux au sein de l'État tchécoslovaque les dirigeants tchèques, Benes et Masaryk, considéraient les Slovaques comme une partie intégrante de la « nation politique tchécoslovaque ». Mais cette nation politique avait été considérée comme tchèque plutôt que tchécoslovaque. Le père Hlinka exprime de façon claire l'état d'esprit de son parti: « [The] Prague [government] doesn't understand Slovakia, nor it is trying to understand her. It does not want to grasp that Prague centralism means the ruin of Slovakia" (p. 177).

Les tensions entre Slovaques et Tchèques contribueront à la proclamation de la République slovaque le 21 juillet 1939. Au-delà de ce facteur interne, il convient également de souligner le rôle d'un facteur extérieur. Suite aux actions diplomatiques et militaires de l'Allemagne, la Tchécoslovaquie cesse d'exister comme État. La troisième partie est consacrée à la contribution et aux institutions de la République slovaque. Cependant, l'analyse d'une constitution ne permet pas, de façon objective, d'évaluer un système politique. La République slovaque, ayant un système social corporatiste, dominée par l'idéologie nationaliste, de par ses restrictions et discriminations envers les non Slovaques, s'écartait dans la pratique, des principes théoriques. Cependant, comme l'indique L. G. Nardini, on ne peut

pas considérer le programme nationaliste du président de la République, Mgr Tiso, comme la transposition intégrale des idées de Hitler. Non seulement la Slovaquie, mais aussi les autres petits États de l'Europe centrale et orientale avaient subi les pressions de l'Allemagne. Malgré la révolte de 1944, le maintien ou l'effacement de la République slovaque avait été décidé par les puissances.

L'histoire politique des Slovaques, comme des autres nations de l'Europe centrale et orientale, se ramène à la recherche et aux expériences des formes politico-étatiques dont on connaît les résultats. Ce livre, destiné à honorer les efforts de M. Joseph M. Kirschbaum, résume l'histoire politique récente d'une nation. Ces nations, ballotées entre les puissances réussissent-elles à trouver, entre elles, une patrie commune? J.M. Kirschbaum, à travers une expérience riche, exprime son espoir dans l'avenir.

L'ouvrage représente une contribution riche en documentation à l'histoire mouvementée du peuple slovaque à travers un siècle.

Paul PILISI

*Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi, Canada*

SEUROT, François, *inflation et emploi dans les pays socialistes*. Paris, Presses Universitaires de France, 1983, 223 p.

Tôt l'après-midi d'un jour de février froid et lugubre, je remarquais une queue plus longue que de coutume à l'entrée d'un des principaux magasins à rayons de Léningrad. Intrigué, je demandais la raison de cet attroupelement. On proposait à la clientèle, me répondit-on, des bottes de cuir pour dames de qualité exceptionnelle, importées d'Autriche. Leur prix de vente: trois cents roubles, soient environ une fois et demi le salaire mensuel moyen d'un ouvrier soviétique, et au moins cinq fois le coût d'une paire semblable de confection soviétique.

Cet exemple résume les arguments principaux de l'étude de François Seurot. Les longues queues, phénomène quotidien même

dans une ville relativement bien approvisionnée comme Léninegrad, sont une des manifestations les plus courantes de l'inflation dans les pays socialistes, le résultat d'une forte demande excédentaire pour les biens de consommation. Selon l'auteur, il ne suffit pas de considérer les hausses de prix officielles pour déterminer le niveau réel de l'inflation, mais il faut aussi y ajouter la part importante réprimée et cachée. Ainsi, en se servant de plusieurs méthodes, Seurot a calculé des taux minimums de 1,5 % en RDA et de 3,5 % en URSS, mais de 10 % en Pologne et de 12 % en Hongrie, pays dans lesquels le gouvernement exerce un contrôle administratif des prix beaucoup moins sévère, mais aussi où les désirs de l'acheteur sont parfois mieux satisfaits.

L'inflation, cachée ou déclarée, constitue un problème dont la gravité s'est accrue pendant la dernière décennie. Son ampleur s'explique par de nombreux facteurs, dont trois font ici l'objet d'une étude approfondie: le volume considérable des épargnes; un accroissement des salaires plus rapide que celui de la productivité; et l'influence de perturbations sur les marchés mondiaux et du Comecon. Les deux premiers sont liés l'un à l'autre très intimement, et leur effet inflationniste, de caractère monétaire, se ressent dans les secteurs libres des économies socialistes: ceux des biens de consommation et du travail. Par contre, les marchés des biens de production sont largement ignorés dans cette analyse, car la monnaie y joue seulement le rôle secondaire de comptabilité et non d'indice de la rareté, cette dernière fonction ayant été remplacée par les directives administratives du plan.

Pour revenir à notre exemple, le fait que chacun de ces acheteurs ait eu en poche les trois cents roubles comptants – le crédit, même s'il n'est pas mort, est chose rare dans ces pays, et la dynamique d'une queue ne laisse guère le temps de se précipiter à la caisse d'épargne – témoigne de l'importance des deux facteurs cités ci-dessus. En effet, le consommateur socialiste est contraint à l'épargne lorsqu'il ne peut satisfaire immédiatement ses besoins sur des marchés toujours sujets à la pénurie. Les taux d'intérêt étant faibles, il a aussi tendance à thésauriser une partie de ses

économies, et de les porter sur lui au cas où le hasard lui offrirait une bonne occasion. Bien entendu, l'État ne peut s'en faire valoir pour ses investissements. Par surcroît, les salaires et les pensions se sont améliorés très rapidement pendant les vingt dernières années, la conséquence d'une politique généreuse menée par Brejnev, visant à encourager la participation au travail et la productivité. Malheureusement, les résultats ont été modestes, le salaire nominal ayant augmenté plus vite que la productivité par travailleur. Ainsi, cette coïncidence d'une demande déjà très forte, aggravée par la hausse des salaires et des épargnes, et d'une offre médiocre due à une mauvaise performance économique, serait la cause fondamentale des poussées inflationnistes dans les pays socialistes.

Les autorités cherchent tant bien que mal à les maîtriser, en poursuivant la tactique classique du contrôle des prix, et en essayant de limiter les salaires et de réduire les épargnes. Cette dernière alternative comporte par exemple l'offre d'articles importés très coûteux, mais aussi la tolérance des marchés noirs, gris et kolkhosiens, ou encore l'élimination des épargnes par la réforme monétaire, comme cela fut fait en 1947 en URSS et au début des années 50 dans les autres pays socialistes. De plus, l'Union soviétique introduisit en 1979 une réforme des salaires, selon laquelle toute augmentation serait liée strictement aux gains en productivité.

Aux facteurs internes s'ajoutent les causes externes, c'est-à-dire la montée des prix sur les marchés mondiaux et du Comecon. Pour un grand pays comme l'URSS, se satisfaisant à lui-même et pouvant exporter des matières premières, les répercussions ne sont pas très graves. Mais pour les petits pays de l'Europe de l'Est, qui dépendent du commerce international pour obtenir la technologie et les matières premières dont ils ont besoin, la hausse des prix a des conséquences graves en termes de l'inflation intérieure et de la croissance économique. Ils ont donc été contraints de mener une politique déficitaire d'austérité, très sévère et sans précédent.

Si l'analyse de Seurot est concise et lucide, elle n'est pas particulièrement originale.

Cependant, l'intérêt de cette étude tient surtout de sa perspective monétariste, reflétant ainsi d'une part les débats occidentaux contemporains. D'autre part, elle résume habilement la polémique engagée à ce sujet dans les pays de l'Est. Alors que les partisans du monétarisme ont connu un certain succès en Occident, limité il est vrai, il semble bien, d'après l'auteur, que l'alternative d'une gestion économique nouvelle visant à rétablir l'équilibre monétaire ait encore une fois été rejetée pour le moment.

Comme le démontre la synthèse historique très intéressante, cette question fut jadis tranchée dès les années 20 en URSS, lors des grands débats passionnés sur l'industrialisation. Les dirigeants soviétiques optèrent alors en faveur d'une croissance économique rapide, financée par la création de crédits massifs à l'industrie lourde. Les protestations des monétaristes, soucieux d'éviter une relance désastreuse de l'inflation, furent vaines. Afin de limiter les ravages possibles des poussées inflationnistes ainsi engendrées, on eut recours à un contrôle des prix très stricte.

Cette manière de financer la croissance par l'inflation, tout en limitant cette dernière par des sanctions administratives, s'avéra très efficace (mais pénible pour le citoyen), et a donc été maintenue jusqu'à maintenant. Cependant, cette stratégie traditionnelle, élaborée sous un soleil différent, est de nos jours de plus en plus inefficace pour combattre le phénomène nouveau de la stagflation. Ainsi, les politiques conjoncturelles des pays socialistes ne peuvent guère servir dans une situation où les données structurelles ont changé. Malheureusement, l'auteur, s'il précise les déficiences des instruments conjoncturels, n'attaque pas assez le problème fondamental des économies socialistes: il n'est plus celui d'encourager la croissance extensive, mais au contraire de favoriser l'emploi intensif des ressources.

À l'emprise de ces difficultés, les débats entre monétaristes et planistes sont réapparus afin d'élaborer de nouvelles solutions. Ceci s'est inscrit dans le contexte plus large de la polémique engagée entre les partisans de l'introduction d'éléments du marché, et ceux qui favorisent un perfectionnement des méthodes

de la planification centralisée et une extension de sa portée. Il s'avère cependant que toute alternative cherchant à améliorer les performances de l'économie par la voie du marché est toujours subordonnée à un impératif immuable, qui est celui de préserver à tout prix l'autorité centrale. Ainsi, la réforme proposée par les monétaristes, selon laquelle la banque centrale exercerait un contrôle très stricte de la monnaie, *de facto* une forme de décentralisation, a été repoussée vivement par les planificateurs jaloux de leurs pouvoirs. On entrevoit mal alors comment les pays socialistes pourront réduire les fortes tensions dans leurs économies.

Toute l'argumentation de Seurot à cet égard confirme encore une fois la contradiction implicite et croissante entre le plein emploi et l'amélioration de la productivité dans les pays de l'Est. Mais si une réforme dans le sens voulu par les monétaristes, et plus fondamentalement vers l'introduction systématique d'une gestion partielle par le marché des relations entre entreprises, offrirait une alternative valable (d'autant plus susceptible d'être retenue que la situation économique se détériore), cette conclusion est émuée lorsque Seurot suggère que tout pays industrialisé, quels que soient son système et ses politiques, se dirige vers une condition où le chômage et l'inflation seraient des constantes inévitables. Je ne partage guère cette thèse, mais la question est juste et importante. Il s'en tiendra aux dirigeants des pays socialistes et capitalistes d'y répondre, mais il semble bien que les pays socialistes sont à l'heure des réformes fondamentales.

François CADIEUX

*Institut des Études Soviétiques et Est-Européennes
Université Carleton, Ottawa, Canada*